

Lannemezan – Le Collectif « Touche pas à ma forêt Pyrénées » a été reçu par Carole Delga

Par **Patrick Sacristan** - samedi 23 janvier 2021



Quatre porte-paroles du collectif TPMF-Pyrénées ont été reçus le 8 janvier 2021 à l'hôtel de Région de Toulouse par Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée. Le collectif dresse le bilan de cette rencontre.

« Cette demande avait été formulée aux élus régionaux présents à la mobilisation des 10 et 11 octobre 2020 qui s'est traduite par 5 marches sur la chaîne des Pyrénées qui ont rassemblé 2800 personnes. Le collectif a souligné qu'il est aujourd'hui porteur du soutien de 61 000 citoyens signataires de la pétition pour le retrait du projet Florian. Plus d'une centaine d'élus ont signé l'appel des élus de la Montagne et une trentaine de collectivités ont adopté des délibérations en ce sens. Le collectif représente donc plus de 600 citoyens et 43 organisations syndicales, associatives et politiques.

Lors de cette entrevue, le collectif a d'abord et avant tout demandé un moratoire sur le projet FLORIAN et notamment la mise à l'arrêt des études de Lannemezan Bois Energie.

Le collectif a ensuite proposé une concertation via la réalisation de tables rondes dans chaque département. Elle lui a été refusée au profit d'une étude-concertation lancée par le préfet des Hautes-Pyrénées et la Région. Le collectif a alors fait état de la nécessité d'être associé à cette étude-concertation et a formulé la demande expresse de participer à l'élaboration du cahier des charges de l'étude, au choix du prestataire, à la création d'un comité de suivi, à l'écoute de la parole de l'ensemble des professionnels, associations, usagers de la forêt.

La présidente de la Région a acté la mise en place récente d'un moratoire sur les études concernant l'implantation de Florian au regard de la crédibilité que doit requérir « l'étude concertation » organisée par l'État et la Région. Elle s'engage à soutenir la participation du collectif au comité de suivi de cette étude et souligne que l'Etat portera l'étude afin d'éviter toute interférence avec les élections régionales.

Le collectif s'est aussi positionné sur le plan Régional Bois et Forêt en insistant sur la nécessité, au regard des enjeux climatiques, de biodiversité et de stockage de carbone, d'augmenter les surfaces de forêts en libre évolution, de prélever désormais sans prélever davantage, de capitaliser la forêt pour renforcer la durabilité des écosystèmes forestiers qui affectent directement les enjeux sociaux. La Région attend les retours de l'étude à venir pour se positionner sur ces orientations.

La Région reste favorable à un schéma d'implantation d'une scierie industrielle qu'elle juge compatible avec l'économie locale et l'écologie.

Le collectif diverge sur cette orientation qui présente le risque d'une structure hégémonique. La place des femmes et des hommes dans les métiers de la forêt et du bois est certes un enjeu majeur mais le collectif se positionne fermement contre un modèle industriel obsolète et prédateur, privatisant les gains et socialisant les pertes, dont les

exemples sont légion.

Dans cette perspective, au sein d'une commission qu'il a créée, le collectif travaille de son côté à l'élaboration d'une ambition alternative globale qui prenne en compte à la fois les aménités sociales et environnementales. Il revendique une revalorisation des usages et des métiers du bois par une transformation locale de cette matière et une réflexion sur la multifonctionnalité de la forêt.

Pour finir, le collectif a informé La Présidente de la région qu'il allait amplifier les mobilisations citoyennes pour arrêter définitivement ce projet industriel ».